

L'ANNÉE 1809

Gérard Lauvergeon

L'évènement majeur fut la bataille de Wagram (6 juillet 1809) qui clôtura une difficile campagne contre la « cinquième coalition » menée par l'Autriche. Encore une fois, Napoléon a remporté la victoire mais auparavant il avait connu l'échec à la bataille d'Essling, le 22 mai, face aux troupes de l'archiduc Charles. Rien donc qui rappelât les campagnes faciles de 1805 et 1806, ni les triomphes d'Austerlitz et d'Iéna.

Les raisons de la reprise de la guerre par l'Autriche

Pourquoi l'Autriche, avec l'appui financier de l'Angleterre qui n'a pas désarmé depuis 1803, se lança-t-elle dans un nouveau combat ? C'est qu'elle désirait prendre sa revanche de la lourde défaite de 1805 qui, au traité de Presbourg, l'avait écartée de l'Italie et presque totalement de l'Allemagne en lui faisant perdre le quart de ses sujets au bénéfice du royaume d'Italie, de la Bavière (Tyrol) et des petits souverains qui composaient la Confédération du Rhin. Elle avait été aussi pénalisée d'une lourde indemnité de guerre. Lâchée par la Russie qui avait préféré se retirer et par la Prusse qui n'avait pas souhaité intervenir, l'Autriche était restée à l'écart de la quatrième coalition de 1806-1807. Elle avait besoin de refaire ses forces et elle avait engagé après Austerlitz, un processus de modernisation de l'armée sous l'impulsion de l'archiduc Charles, ministre de la Guerre. Après avoir institué la conscription, celui-ci avait réorganisé les différentes armes et créé une milice nationale de 150 bataillons, la Landwehr. D'autre part, un parti de la guerre autour du ministre des Affaires étrangères Stadion pouvait espérer s'appuyer sur un sentiment national allemand en le détournant vers l'Autriche après la lourde défaite prussienne de 1806. Enfin, comme le « Robespierre à cheval » pouvait aussi activer les nationalismes naissants des peuples constitutifs de l'Autriche, comme celui des Polonais de Galicie après la création du Grand Duché de Varsovie ou celui des Hongrois, c'était la survie même du royaume qui était engagée.

En 1809, la situation se prêtait à la reprise des hostilités. En effet, plusieurs évènements pouvaient faire espérer le succès. D'abord, Napoléon avait eu beaucoup de mal, après l'effondrement de l'armée de Frédéric II et l'occupation de Berlin, à terminer la guerre contre les Russes. En Prusse orientale, dans les duretés de l'hiver, la boucherie d'Eylau du 8 février 1807 et la difficile victoire de Friedland (9 juin) avaient éprouvé et amoindri la Grande Armée. D'autre part, la tentative napoléonienne de réaliser une alliance avec la Russie lors de l'entrevue de Tilsit, sur le Niémen, après accord sur les modifications survenues en Europe, se heurtait à des oppositions fortes au sein des élites russes et pouvait sembler provisoire.

Surtout, la volonté de Napoléon de vaincre l'Angleterre, ennemi inébranlable au cœur de toutes les coalitions, sans pouvoir porter la guerre dans l'île depuis l'abandon du Camp de Boulogne et la défaite de Trafalgar, lui inspira de s'en prendre à son économie industrielle et commerciale en décrétant le Blocus Continental lors de son séjour à Berlin (décret du 21 novembre 1806). Tout commerce était interdit avec les Anglais et les marchandises britanniques devaient être confisquées dans les ports. Par des décrets ultérieurs, les neutres étaient menacés de la saisie de leurs bateaux en cas de transport de marchandises illicites.

Cette guerre économique totale ne pouvait réussir qu'à la condition d'un contrôle strict des côtes et des ports et de l'éradication de la contrebande en provenance de l'Angleterre, fournisseuse de fers et de cotonnades à des pays européens dont les industries étaient en retard. Cela conduisit l'Empereur à occuper ou à annexer les régions et les Etats peu enclins à obéir aux injonctions françaises et à déclarer la guerre à l'Angleterre, donc à amplifier l'extension en Europe du système napoléonien. Ainsi, le Portugal, très lié aux Britanniques et réticent à rompre ses relations avec eux, fut occupé en novembre 1807 par l'armée de Junot, autorisée à traverser l'Espagne alliée à la France depuis 1796. Cet épisode ajouté aux déchirements de la famille royale espagnole et à la médiocre considération portée à ce pays par Napoléon entraîna l'invasion de la péninsule ibérique, la prise de Madrid au printemps 1808 et l'installation de Joseph sur le trône. L'engrenage infernal était en route du fait du soulèvement populaire contre les forces françaises et le nouveau souverain, Joseph Bonaparte. Une guérilla impitoyable secondée par l'armée espagnole allait

retenir et mettre à mal d'importantes troupes et la capitulation en rase campagne du général Dupont à Baylen le 22 juillet 1808 retentit en Europe comme un coup de tonnerre en démontrant que l'armée française n'était plus invincible. Cette fragilisation de notre position se répercuta presque immédiatement par l'échec de l'entrevue d'Erfurt (sept.- oct. 1808) entre Napoléon et le tsar Alexandre 1^{er} : l'alliance de Tilsit avait du plomb dans l'aile. Le tsar ne s'engageait pas plus avant contre l'Angleterre et était évasif sur son attitude envers l'Autriche en cas d'une nouvelle guerre.

Entre temps, le 2 février 1808, l'Empereur avait fait occuper Rome. En effet, Pie VII et la Curie manifestaient leur opposition à l'application, dans les Etats italiens, du Concordat, augmenté d'Articles organiques restreignant la liberté de culte. Ils étaient également réticents aux remaniements territoriaux en Allemagne et en Italie qui se traduisaient par la suppression de principautés ecclésiastiques, à l'extension aux Etats du pape du Blocus contre l'Angleterre et à la souveraineté de Joseph puis de Murat sur le royaume de Naples. Pie VII était donc maintenant prisonnier au Vatican, ce qui ne pouvait manquer de susciter l'inquiétude et l'hostilité des catholiques en Europe. D'autre part le fonctionnement du Concordat était perturbé par le refus de l'investiture pontificale aux évêques nommés par le pouvoir, comme ce fut le cas à Orléans.

Les rapports de l'ambassadeur autrichien à Paris, Metternich, répercutaient les troubles de l'opinion publique française, certes plutôt gallicane au plan religieux, mais surtout du fait de l'accroissement du despotisme impérial, du musellement de la presse, du rétablissement de la noblesse et des difficultés économiques dues au Blocus. Les longues absences de Napoléon sur les théâtres d'opérations favorisaient les intrigues et les oppositions dans la capitale.

La Campagne de 1809

Pour toutes ces raisons, l'Autriche qui avait refusé de désarmer comme le lui avait demandé Napoléon et qui était assurée de la neutralité russe, était poussée par le parti de la guerre à tenter d'en appeler de la défaite de 1805.

Dans la nuit du 9 au 10 avril 1809, l'archiduc Charles lança ses troupes sur la Bavière, tandis que l'armée de Chasteler entra dans le Tyrol (devenu bavarois au traité de Presbourg de décembre 1805) au moment où se déclenchait une insurrection populaire concertée, dirigée par l'aubergiste Andréas Hofer. A l'est, l'archiduc Ferdinand envahissait le Grand Duché de Varsovie et prenait la capitale malgré la résistance de Joseph Poniatowski. Vers l'Italie, l'archiduc Jean attaquait le vice-roi Eugène de Beauharnais et lui infligeait une défaite à Sacile.

Napoléon n'avait pas été totalement surpris par cette offensive et au début de l'année, il avait demandé aux états de la Confédération du Rhin d'importants effectifs pour seconder l'armée française d'Allemagne. Face aux 250 000 hommes réunis par l'Autriche, il pouvait opposer la même quantité de soldats mais les meilleures troupes et les meilleurs généraux comme Ney ou Murat étaient restés en Espagne. D'où les difficultés de cette nouvelle campagne militaire, malgré l'arrivée rapide de l'Empereur sur le terrain principal et les premières victoires (notamment celles d'Eckmühl et de Ratisbonne) qui ouvrirent la route de Vienne, où l'armée française entra le 12 mai. Ces succès permettaient de rétablir la situation sur les autres fronts, en Italie, au Tyrol et en Pologne. Mais l'armée de l'archiduc Charles s'était repliée en bon ordre derrière le Danube, avec des forces presque intactes, et le franchissement du fleuve par des ponts de bateaux s'avérait délicat. La destruction de ceux-ci mit Napoléon en danger et les deux journées de combat à Essling (21 – 22 mai), très meurtrières (mort de Lannes), dont les deux protagonistes se déclarèrent vainqueurs, ne mettait pas fin à la guerre. Il fallut attendre le 6 juillet à Wagram, près de Vienne, pour la bataille décisive à l'issue de laquelle le gouvernement autrichien demanda l'armistice puis la paix. Le génie militaire de Napoléon avait encore une fois triomphé mais difficilement, sans détruire l'armée adverse, ce qui entretenait l'espoir d'une revanche future de la part des Russes et des Prussiens. Dans la foulée, la guérilla tyrolienne, catholique et monarchique d'Andréas Hofer fut réprimée et son chef, fusillé. Comme en Espagne, le peuple s'était levé contre le représentant de la Révolution, préfiguration de la révolte des peuples d'Allemagne.

Mais l'année 1809 accumulait d'autres soucis. En Espagne, après la prise de Saragosse à l'issue d'un siège impitoyable de trois mois, la discorde entre les généraux, notamment entre Soult et Ney, permit aux Anglais du futur duc de Wellington de prendre pied au Portugal et de prêter main forte aux révoltés, rendant la situation incertaine et continuant à mobiliser des troupes nombreuses. Le 29 juillet, une attaque

anglaise sur l'île de Walcheren, en Hollande, menaçait Anvers et ne put être annihilée qu'au bout de cinq mois. La marine britannique, totalement maîtresse des mers, pouvait ainsi porter le danger au long des milliers de kilomètres de côtes cernant l'Empire et ses possessions. D'ailleurs, le Système continental obligeait Napoléon à étendre son contrôle sur les zones jugées peu sûres. Ainsi, l'occupation de Rome avait envenimé les rapports avec le Souverain Pontife, Pie VII, qui refusait d'entrer dans une sorte de Confédération italienne avec le Royaume d'Italie et celui de Naples. Après diverses vexations et le soupçon de collusion du Saint-Siège avec l'Autriche, Napoléon décréta l'annexion des Etats du Pape, le 17 mai 1809, alors qu'il se trouvait à Vienne, au nom de la séparation nécessaire, disait-il, du temporel et du spirituel. La réponse pontificale fut l'excommunication de Napoléon et de son personnel (12 juin), ce qui conduisit les généraux Miollis et Radet à interpréter les lettres de l'Empereur en arrêtant Pie VII et en l'enlevant de Rome. Si l'Empereur pouvait assez bien contrôler les évêques et la diffusion de la bulle, il lui était plus difficile de juguler le mécontentement et l'émotion des prêtres et des fidèles. Et les foules qui se pressèrent, pour obtenir sa bénédiction le long du parcours du pape prisonnier (initialement arrivé jusqu'à Grenoble avant d'être interné à Savone, près de Gênes, le 16 août), traduisirent sa popularité et la condamnation implicite de l'acte perpétré.

La situation à la fin de 1809

En fait, le traité de Schönbrunn du 14 octobre 1809, négocié avec Metternich devenu chancelier, permettait à Napoléon de terminer la campagne de Wagram de manière très favorable, l'Autriche ne pouvant compter ni sur le tsar, ni sur le roi de Prusse. Le vaincu perdait encore plus de 3 millions de sujets, au bénéfice du royaume d'Italie, de la Saxe, du duché de Varsovie, des états de la Confédération du Rhin et même de la Russie (Galicie orientale). Les Provinces illyriennes étaient créées, privant l'Autriche de débouché sur la mer et leur administration confiée à Marmont pour étendre la surveillance côtière dans le cadre du Blocus que l'Autriche s'engageait à appliquer. Une lourde contribution de guerre et la réduction de l'armée complétaient ce traité qui marquait, une fois encore, la toute-puissance française. L'année 1809 s'achevait donc de manière heureuse et l'Empire approchait de l'apogée atteint en 1810, avec l'annexion de la Hollande et de secteurs de l'Allemagne du nord, permettant à la France des 130 départements d'aller de Lübeck, sur la Baltique jusqu'à Rome. Sans compter les états associés en Italie, en Allemagne et en Pologne.

Restait l'épine espagnole à son flanc sud où une résistance populaire, utilisée par l'ennemi anglais, mobilisait les meilleures troupes. Cette forme nouvelle de guerre à laquelle les armées réglées faisaient face avec difficulté puisait sa source dans l'apparition d'un esprit national anti-français, alimenté par le stationnement des soldats, la guerre nourrissant la guerre avec les réquisitions, les prélèvements, le logement, sans compter les diverses exactions commises. Quel exemple pour les autres peuples soumis à ce régime !

D'autre part, les réformes entreprises par les états hostiles, plus ou moins copiées sur le modèle français, commençaient à porter leurs fruits et avaient rendu très difficile la campagne de Wagram ; il y avait là un avertissement sérieux dont l'Empereur aurait dû tenir compte d'autant plus que l'attitude ambiguë de la Russie et de la Prusse ne présageait rien de bon de même que l'habileté d'un Metternich. Quant à l'Angleterre qui certes souffrait du Blocus, elle continuait à déverser en contrebande ses produits sur l'Europe et même le roi Louis avait ouvert ses ports hollandais au trafic interdit, au grand dam de son frère. Par ailleurs, nos colonies, isolées depuis la défaite de Trafalgar, tombaient aux mains des Britanniques les unes après les autres en cette année 1809 : Guyane, Martinique, Haïti. La lutte entre la toute-puissance terrestre et la suprématie maritime restait à l'ordre du jour et se trouvait encore à un point d'équilibre.

Cependant, Napoléon rentrait en France, en octobre, après une longue absence. Et son premier souci fut de régler la question dynastique par le divorce d'avec Joséphine qui n'avait pu lui donner d'héritier. La naissance du comte Léon et la grossesse de Marie Walewska montraient que l'Empereur pouvait avoir des enfants alors que la stabilisation recherchée du système napoléonien exigeait un successeur légitime pour mettre fin à toutes les ambitions spéculant sur la disparition du monarque. En effet, une sérieuse alerte s'était produite le 12 octobre, à Schönbrunn, lorsque l'étudiant Staps avait tenté de l'assassiner. Si le problème juridique posé par le divorce n'était pas insurmontable dans le cadre des lois existantes, le problème religieux était plus délicat du fait du mariage consacré par l'Eglise à la veille du

sacre de 1804 et du refus obstiné du pape prisonnier de le déclarer nul. Certes des évêques aux ordres pourront se substituer au Souverain Pontife (2 janvier 1810) pour régler la question mais la paix religieuse obtenue par le Concordat de 1801 était remise en cause.

Napoléon et les sciences

De tout cela, les médecins et les scientifiques qui, durant ce temps, refondaient la société savante orléanaise, ne pouvaient savoir que ce que la censure napoléonienne voulait bien laisser passer. Les bulletins de victoire largement diffusés avec les révérences dues à l'Empereur rassuraient sur l'issue d'une guerre dans laquelle, une nouvelle fois, le pays et le régime jouaient leur sort. La Grande Nation sortait encore grandie du conflit. Mais le poids de la conscription nécessitée par les lourdes pertes des batailles depuis Eylau commençait à susciter des troubles en différents points de l'Empire. Le Blocus, s'il favorisait certaines industries et protégeait leur marché, privait aussi certaines d'entre elles des matières premières nécessaires à leur activité comme le coton ou le sucre. Il irritait les négociants des ports dont le trafic chutait, faisant d'eux des adversaires résolu du régime, comme à Bordeaux. D'autre part, le caractère autoritaire du gouvernement n'avait pas éradiqué les espoirs des Royalistes ni les regrets des Révolutionnaires, toujours alimentés par les longues absences du maître, les aléas de la guerre et les intrigues des puissants comme Fouché et Talleyrand.

Pourtant, nos scientifiques orléanais pouvaient se féliciter de l'attention et des encouragements portés aux sciences par un monarque qui nourrissait une grande passion pour elles et qui avait bénéficié d'une excellente formation à Brienne et à l'École militaire. La France héritait alors de la grande vitalité scientifique de la fin de l'Ancien Régime et de la Révolution mais jamais les scientifiques n'avaient été autant considérés et honorés que sous l'Empire. Napoléon avait côtoyé et estimé un grand nombre de savants lors de la Campagne d'Égypte. (Les sept premiers volumes de la « Description » venaient d'ailleurs de paraître en cette année 1809). Il aimait s'entourer des meilleurs d'entre eux et n'hésita pas à leur confier des postes importants comme à Chaptal, ministre de l'Intérieur de 1800 à 1804, un des grands organisateurs de la France administrative et sanitaire moderne. Monge présida le Sénat jusqu'à sa mort en 1813 et devint comte d'Empire. Le naturaliste Lacépède, grand chancelier de la Légion d'honneur, fut nommé ministre d'État en 1809 et joua un rôle important dans le divorce de l'Empereur. Quant à l'éminent chimiste Fourcroy, il mit en place les lycées et l'Université impériale avant de mourir le 16 décembre 1809. Distinctions, charges honorifiques, dotations financières, prix prestigieux furent attribués généreusement. Persuadé de l'utilité de la science, Napoléon n'en attendait pas forcément des résultats immédiats même si les industries chimiques, textiles et sucrières connurent un grand essor du fait des découvertes d'un Chaptal ou des innovations techniques d'un Lenoir. La recherche fondamentale était encouragée et une véritable communauté scientifique s'était formée autour de l'Institut et de la Société d'Arcueil, fondée par l'astronome Laplace et le chimiste Berthollet qui en devint l'âme. D'où un bilan scientifique étonnant que deux exemples pris en 1809 suffisent à illustrer : l'isolement du bore par Gay-Lussac et la publication par Lamarck de sa théorie de l'évolution des êtres vivants par la transmission des caractères acquis. D'où aussi la forte attraction exercée sur les savants étrangers comme l'italien Volta, le prussien Humboldt, l'anglais Davy ou l'américain Fulton, tous venus en France. Quant à la médecine, elle fit des progrès importants, en liaison avec les dégâts des batailles et les Larrey, Percy, Desgenettes développèrent les améliorations chirurgicales. Les noms des hôpitaux de nos villes illustrent les médecins qui ont apporté leur concours à la lutte contre les maladies (Bichat, Corvisart, Pinel, Bretonneau, Baudelocque).

La renaissance des sociétés savantes, comme celle d'Orléans, s'inscrivit donc dans ce mouvement général, encouragé en haut lieu et impulsé localement par des médecins et des hommes de science. Ceux-ci semblaient avoir été très au courant de toutes les nouveautés, sans doute par leur propre formation et par la lecture du « Moniteur », journal officiel de l'Empire, qui faisait une bonne place à l'activité scientifique à côté des comptes rendus militaires. Pour preuve, l'élection, dès le départ de notre Société, de membres honoraires comme Corvisart, Cuvier, Haüy, Jussieu. Et l'admission comme membres correspondants, de Monge, Dupuytren, Larrey, Brongniart, Pinel. D'autre part, la conception des bulletins initiaux refléta la volonté de participer à cette grande œuvre scientifique en relatant des expériences, en analysant des cas concrets et rares de maladies avec les soins tentés, en repérant les épidémies et en relevant scrupuleusement les données météorologiques.